

**Déclaration de  
Philippe MANGIN aux adhérents de COOP de France  
suite à l'action de GREENPEACE au siège d'InVivo**

Paris, le 18 mai 2015

Mercredi 13 mai au matin, une délégation de militants de l'organisation GREENPEACE a envahi les locaux parisiens de l'union de coopératives InVivo en manifestant contre ses activités en matière de protection des plantes.

Les affiches collées sur la façade de l'immeuble, autant que les pancartes brandies dans la rue par les manifestants, dont quelques-uns se sont enchaînés sur place, accusaient InVivo et nominativement Thierry Blandinières, Directeur général, et moi-même en tant que Président d'être des « empoisonneurs ».

Cette opération « coup de poing », cible notre profession, nos activités et les personnels de nos coopératives. Ces méthodes ne sont pas acceptables, tant sur la forme, que sur le fond.

Sur la forme, la méthode utilisée par Greenpeace, accusatoire et diffamatoire, est en opposition avec les démarches de dialogue engagées depuis plusieurs années avec les pouvoirs publics, les partenaires de nos filières et les ONG sur l'importante question de la réduction des produits phytopharmaceutiques en agriculture. Nous n'avons jamais refusé le dialogue, si celui-ci se déroule dans le respect des différentes parties.

Sur le fond, l'enjeu de la réduction des produits phytopharmaceutiques est très clairement inscrit et déployé dans la stratégie d'InVivo, comme il l'est au sein de toutes les coopératives françaises qui en sont des acteurs au quotidien. Nul ne peut ignorer que les plantes sont, comme les hommes, soumises régulièrement à des maladies ou à des attaques parasitaires, contre lesquelles il faut lutter.

Notre responsabilité est bien de trouver des solutions qui permettent d'améliorer la protection des plantes, tout en répondant aux normes sanitaires et environnementales afin de produire des aliments de qualité. La coopération agricole recherche ce meilleur équilibre en portant aussi de nombreuses initiatives d'envergure pour préserver la biodiversité, protéger les ressources en eau et la qualité des sols, développer l'économie circulaire.

Nous ne pouvons pas accepter ce faux procès. En conséquence et à mon initiative, une rencontre avec Greenpeace est en cours d'organisation dans les prochains jours durant laquelle je réaffirmerai non seulement la réalité des très nombreuses actions que nous menons depuis plusieurs années pour produire mieux, mais aussi la pertinence de notre stratégie pour le modèle agricole et alimentaire durable que nous promouvons.

Je puis vous assurer de toute ma détermination à défendre avec la plus grande énergie ce qui fonde notre modèle d'entreprise coopérative : le sens des responsabilités.

**Philippe MANGIN**  
**Président de Coop de France**